**AMENDEMENTS RÉUNIS au projet de budget de l'État pour l'exercice 2023
ET PROJETS DE LOIS ET DE DÉCRETS Y RELATIFS**

Lié à : ad 22.035

Les amendements figurant sur fond vert ont été déposés durant les travaux de commission.
Les amendements figurant sur fond blanc ont été déposés après les travaux de commission.

No	Département Centre de profit	Groupe comptes	Libellé	Variation charges (+ augmentation - diminution)	Variation revenus (+ augmentation - diminution)	Auteur	Remarques	Votes de la commission des finances	Votes du Grand Conseil
AL-01 (A)	Amendement à la loi portant modification de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC)					VP	Précision visant à exclure l'utilisation de la réserve à des fins ne concernant pas le développement durable (art. 82b, al. 2)	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
AL-01 (B)	Amendement à la loi portant modification de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC)					VP	Exigence de vérification de l'utilisation des fonds par le législatif (Art. 82b, alinéa 3)	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
L-01	Loi modifiant la loi sur les finances de l'état et des communes (LFinEC)						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE	Acceptée à l'unanimité	<u>Adoptée par 97 voix sans opposition</u>
D-02	Décret modifiant le décret relatif au programme d'impulsion et de transformations						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE	Accepté par 11 voix et 2 abstentions	<u>Adopté par 97 voix sans opposition</u>
L-03	Loi modifiant la loi sur l'action sociale (LASoc)						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE	Acceptée à l'unanimité	<u>Adoptée par 97 voix sans opposition</u>
L-04	Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE)						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE	Acceptée par 9 voix et 4 abstentions	<u>Adoptée par 84 voix contre 4</u>
AD-05	Amendement au décret permettant un cautionnement simple pour le CNP					LR	Réduction de la durée du cautionnement de 5 à 2 ans. (Art. 2bis)	Accepté à l'unanimité	<u>Accepté par 98 voix sans opposition</u>
D-05	Décret modifiant le décret permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtois de psychiatrie						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE	Accepté à l'unanimité	<u>Adopté par 98 voix sans opposition</u>
AD-06	Amendement au décret autorisant le CE à ouvrir les crédits complémentaires rendus nécessaires par le renchérissement					LR	Exigence d'un préavis COFI (art. 1, al. 3)	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
D-06	Décret autorisant le Conseil d'État à ouvrir les crédits complémentaires rendus nécessaires par le renchérissement						VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE	Accepté à l'unanimité	<u>Adopté par 98 voix sans opposition</u>
A-CE N°1	DDTE / Fonds des eaux	41	Patentes et concessions		-1'175'000	CE	Report de l'augmentation de la redevance sur l'eau	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
	DDTE / Fonds des eaux	45	Prélev. Sur fonds et fin. spéciaux		+1'175'000	CE			
	DESC / SRHE	30	Charges de personnel	-392'000		CE	Réduction supplémentaire du taux de cotisation ALFA		
	DESC / SRHE	36	Prélev. Sur fonds et fin. spéciaux	-73'120		CE			

AL-07	Amendement à la loi modifiant la loi sur les contributions directes (LCdir)					Com.	Précision visant à lier la modification de la LCdir à celle de la LFFD afin de respecter le lien établi lors de la réforme fiscale 2019.	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
L-07	Loi modifiant la loi sur les contributions directes (LCdir) <i>Si elle est acceptée, l'amendement suivant (n°2) l'est automatiquement aussi. Dans le cas contraire, l'amendement n°2 n'a plus d'objet.</i>					VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE		Acceptée à l'unanimité	Adoptée par 99 voix sans opposition
A-CE N°2	DFS / SCCO	40	Revenus fiscaux		-11'400'000	CE	Correction anticipée de la progression à froid	Acceptés automatiquement en cas d'adoption de L-07	Acceptés automatiquement
	DFS / SCCO	40	Revenus fiscaux		+18'000'000	CE	Ajustement du taux d'imposition des personnes morales		
AL-08 (A)	Amendement à la loi instituant un fonds d'encouragement à la formation professionnelle initiale en mode dual (LFFD)					LR	Baisse accrue des cotisations à la LFFD à partir de la 5 ^e et de la 6 ^e année	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
AL-08 (B)	Amendement à la loi modifiant la loi instituant un fonds d'encouragement à la formation professionnelle initiale en mode dual (LFFD)					Com.	Précision visant à lier la modification de la LFFD à celle de la LCdir afin de respecter le lien établi lors de la réforme fiscale 2019.	Accepté à l'unanimité	Accepté non combattu
L-08	Loi modifiant la loi instituant un fonds d'encouragement à la formation professionnelle initiale en mode dual (LFFD) <i>Si elle est acceptée, l'amendement suivant (n°3) l'est automatiquement aussi. Dans le cas contraire, l'amendement n°3 n'a plus d'objet.</i>					VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE		Acceptée à l'unanimité	Adoptée par 99 voix sans opposition
A-CE N°3	DFDS / Fonds dual	42	Taxes et redevances		-9'360'000	CE	Anticipation de la baisse du taux de cotisation pour le contrat-formation.	Acceptés automatiquement en cas d'adoption de L-08	Acceptés automatiquement
	DFDS / Fonds dual	31	Biens, services et charges d'exploitation	-46'800		CE			
	DESC / SRHE	30	Charges de personnel	-508'000		CE			
	DFDS / SEEO	36	Charges de transfert	-95'056		CE			
AD-09	Amendement au décret instituant des subsides extraordinaires pour soutenir le pouvoir d'achat					Com	Subsides LAMAL hors FS	Accepté par 12 voix contre 1	Accepté non combattu
D-09	Décret instituant des subsides extraordinaires pour soutenir le pouvoir d'achat <i>S'il est accepté, l'amendement suivant (n°4) l'est automatiquement aussi. Dans le cas contraire, l'amendement n°4 n'a plus d'objet.</i>					VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE		Accepté à l'unanimité	Adopté par 99 voix sans opposition
AC-8	DECS / SASO	36	Charges de transfert	+2'000'000		Com.	Subsides LAMAL hors FS	Accepté automatiquement en cas d'acceptation d'AD-09	Accepté automatiquement
A-CE N°4	DECS / SASO	36	Charges de transfert	+1'800'000		CE	Accroissement de l'effort de réduction des primes LAMal	Acceptés automatiquement en cas d'adoption de D-09	Acceptés automatiquement
	DECS / SASO	46	Revenus de transfert		+720'000	CE			

L-10	Loi modifiant la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC)						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE		Acceptée à l'unanimité	Adoptée par 96 voix sans opposition
AC-1	Tous	31	Biens, services et autres charges d'exploitation	-2'000'000		Com	Baisse BSM (écart statistique)	Accepté par 12 voix contre 1	Accepté par 91 voix contre 8	
AC-2	DFS / SCCO	40	Revenus fiscaux		+3'000'000	Com	Hausse des recettes fiscales des personnes physique (correction inflation)			
AC-3	DESC / SRHE	30	Charges de personnel	-1'000'000		Com	Baisse charges de personnel (écart statistique)			
AC-4	DECS / SASO	36	Charges de transfert	-3'000'000		Com	Baisse Ukraine			
AC-4	DFS / SFIN	48	Revenus extraordinaires		-3'000'000	Com	Baisse Ukraine prélèvement			
AC-5	DECS / SASO	36	Charges de transfert	+924'000		Com	Indexation aide sociale			
AC-5	DECS / SASO	36	Charges de transfert	+160'000		Com	Indexation aide sociale			
AC-5	DECS / SASO	46	Revenus de transfert		+64'000	Com	Indexation aide sociale			
AC-5	DECS / SMIG	36	Charges de transfert	+300'000		Com	Indexation aide sociale			
AC-5	DECS / SASO	46	Revenus de transfert		+120'000	Com	Indexation aide sociale			
AC-6	DECS / SASO	36	Charges de transfert	+2'000'000		Com	Subsides FS brut (ordinaire)			
AC-6	DECS / SASO	46	Revenus de transfert		+800'000	Com	Subsides FS communes (ordinaire)			
AC-7	DFS / SCSP	36	Charges de transfert	+3'000'000		Com	Institutions de santé - renchérissement			
A-UDC N°1	DDTE / SDTE	À définir	Investissements	-2'500'000		UDC	Réduction de 50% des investissements liés au plan climat	-	Refusé par 91 voix contre 8	
A-UDC N°2	Tous	À définir	Investissements	-8'600'000		UDC	Réduction de 50% des investissements non débutés	-	Refusé par 90 voix contre 8	
A-UDC N°3	Tous	30	Charges de personnel	-2'000'000		UDC	Réduction de 50% des nouveaux EPT prévus	-	Refusé par 83 voix contre 11	
A-UDC N°4	Tous	30	Charges de personnel	-4'800'000		UDC	Suppression de l'échelon automatique pour l'année 2023	-	Refusé par 86 voix contre 10	
	Décret permettant une dérogation aux critères du frein à l'endettement						VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE		Accepté par 11 voix contre 2	Adopté par 84 voix contre 15
	Décret concernant le budget de l'État pour l'exercice 2023						VOTE À LA MAJORITÉ SIMPLE		Accepté par 12 voix contre 1	Adopté par 83 voix contre 10